

# GAMBIA

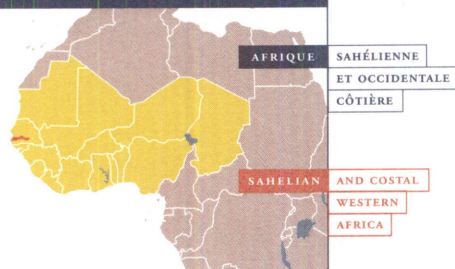
LA GAMBIE est un petit pays de la côte ouest de l'Afrique entouré de trois côtés par le Sénégal. Devenue indépendante en 1965, elle est gouvernée depuis lors dans le cadre d'une démocratie parlementaire et du pluripartisme. Depuis le coup d'état militaire du 22 Juillet 1994, la Gambie est dirigée par le Conseil de Gouvernement Provisoire des Forces Armées, qui a annoncé un retour au régime civil pour Juillet 1996.

La Gambie possède une économie ouverte et des ressources nationales limitées (arachides). Après la dégradation de la situation économique au début des années 80, les autorités gambiennes ont successivement lancé le Programme de Redressement Economique en 1985 et le Programme pour le Développement Durable en 1990, tous deux mettant en oeuvre une vaste gamme de réformes financières et structurelles. L'objectif de privatisation dans les secteurs de l'arachide et des services est activement poursuivi. L'expérience de la Gambie est généralement considérée comme un bon exemple d'ajustement économique. Il a toutefois été admis que ces efforts devaient être poursuivis pour que les effets soient durables.

Depuis la Convention de Lomé I, le développement rural constitue le secteur prioritaire de la coopération au développement avec l'Union européenne. Sous le Programme Indicatif National de Lomé IV (21 millions d'écus), 74 % des fonds ont été alloués au développement rural dans les domaines de l'approvisionnement en eau et des routes de campagne, particulièrement en faveur des zones les plus éloignées et les plus mal desservies du pays (circonscriptions d'Upper River et de North Bank). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée à l'appui aux initiatives locales, essentiellement dans le cadre d'une coopération décentralisée. En raison de la situation politique, depuis le coup d'état militaire du 22 Juillet 1994, toute la coopération, actuelle et future, au développement avec la Gambie est examinée en fonction de sa conformité ou non avec une approche "besoins essentiels".

Jusqu'à présent, 8,2 millions d'écus (dont 2 millions d'écus financés à partir du PIN) ont été alloués au titre de l'appui à l'ajustement structurel sous la forme d'un programme d'importation de carburant (4 millions d'écus) et d'un programme général d'importations (4,2 millions d'écus).

En outre, 4,3 millions d'écus ont déjà été engagés au titre des capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI).



## Indicateurs économiques

|                                    |                   |
|------------------------------------|-------------------|
| PNB par habitant                   | 360 \$ (1993)     |
| Exportations                       | 135 mio \$ (1993) |
| arachides                          | 29 %              |
| pêche                              | 10 %              |
| Service de la dette / exportations | 12,6 % (1992)     |

## Indicateurs sociaux

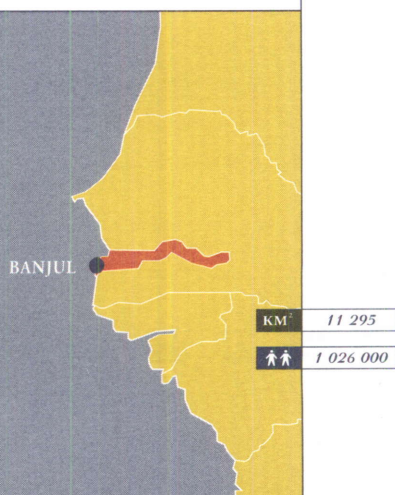
|                                     |                   |
|-------------------------------------|-------------------|
| Taux de croissance de la population | 2,6 % (1990-1995) |
| Taux de scolarisation primaire      | 68 % (1993)       |
| Taux d'urbanisation                 | 24 % (1993)       |

## Economic indicators

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| GNP per capita         | 360 \$ (1993)     |
| Exports                | 135 mio \$ (1993) |
| groundnut              | 29 %              |
| fishing                | 10 %              |
| Debt service / exports | 12,6 % (1992)     |

## Social indicators

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| Population growth rate | 2,6 % (1990-1995) |
| Primary schooling rate | 68 % (1993)       |
| Urbanization rate      | 24 % (1993)       |



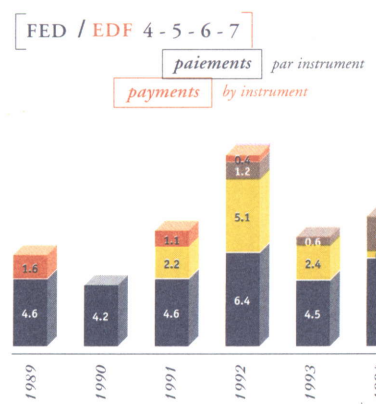
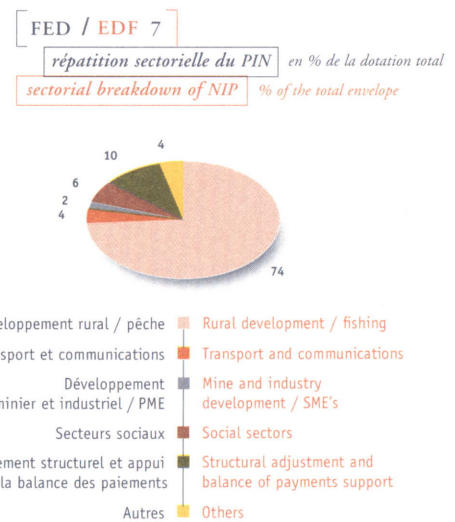
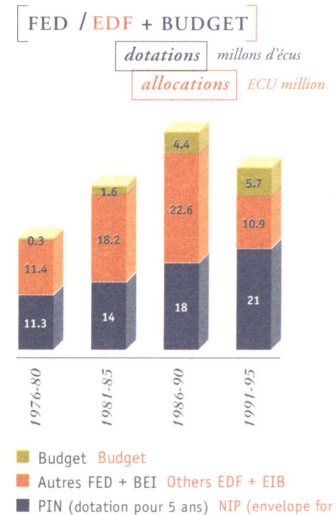
THE GAMBIA is a small country on the west coast of Africa surrounded on three sides by Senegal. It became independent in 1965 and was governed since then by a democratic multiparty parliamentary system. Since the military take-over of 22 July 1994, The Gambia has been governed by the Armed Forces Provisional Ruling Council, which announced a return to civilian rule in July 1996.

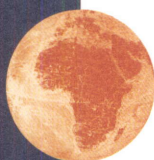
The Gambia has an open economy with limited national resources (groundnuts). After the deterioration of the economic situation in the beginning of the 1980s, the Gambian authorities launched in 1985 the Economic Recovery Programme and subsequently in 1990 the Programme for Sustained Development, both of which implemented a broad range of financial and structural reforms. The objective of privatisation in the groundnut and the services sectors is being pursued actively. The Gambia's experience is generally considered a good example of economic adjustment, although it has been recognised that the effort needs to be continued for it to have enduring effects.

Since the first Lomé Convention, the main priority of development cooperation with the European Union has been rural development. Under the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 21 million), 74 % has been allocated to rural development in the fields of water supply and rural roads, with a concentration on the most remote and ill-served parts of the country (Upper River Division and North Bank Division). In recent years a growing emphasis has been placed on the support of community-based initiatives, characterised mainly by its decentralised planning. As long as the political situation since the military take-over of 22 July 1994 remains, all existing and future development cooperation in The Gambia are examined according to whether it conforms or not to a "basic needs" approach.

Under Lomé IV, ECU 8.2 million (of which ECU 2 million financed from the NIP) has so far been allocated for structural adjustment support, in the form of a fuel import programme (ECU 4 million) and a general import programme (ECU 4.2 million).

Moreover, ECU 4.3 million has already been committed from the risk capital resources managed by the European Investment Bank (EIB).





# GHANA

SITUÉ en Afrique de l'Ouest, en bordure du Golfe de Guinée, le Ghana est limité en trois côtés par la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Bénin.

Devenu indépendant en 1957, et malgré un potentiel économique élevé et une période de relative stabilité économique au début des années 60, le Ghana a connu des difficultés durant les années 70, débouchant sur une crise économique au début des années 80. Depuis 1983, le pays a traversé avec succès une période intensive d'ajustement structurel, massivement soutenue par des donateurs internationaux, et de ce fait est devenu une référence en la matière. A la suite des élections tenues fin 1992, le pays s'est réengagé sur la voie de la démocratie constitutionnelle.

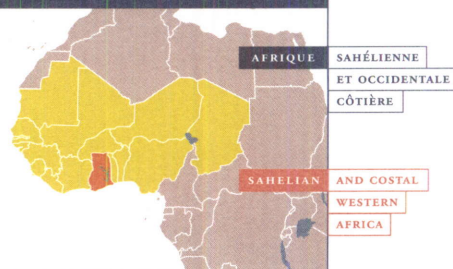
Le Ghana reste un pays pauvre et son économie demeure fragile. L'aide européenne s'était focalisée, sous les conventions antérieures, sur le développement rural et les infrastructures de transport. Sous Lomé IV, dont le PIN s'élève à 105 millions d'écus, elle vise plus particulièrement à renforcer les conditions d'un développement autonome en se concentrant sur les services sociaux (santé et éducation), les secteurs de production cruciaux de l'économie, ainsi que dans des domaines tels que l'appui institutionnel, la création de capacités d'initiatives locales et la coopération décentralisée.

Dans ce contexte, l'appui à l'ajustement structurel, dont les montants (70 millions d'écus engagés à ce jour) s'ajoutent à ceux du PIN, est devenu une partie importante de la coopération, ainsi que le soutien au développement du secteur privé.

On compte parmi les interventions spécifiques, sous Lomé III et IV, la réhabilitation des deux ports principaux du pays, un programme de micro-projets essentiellement axé sur les infrastructures sociales, un projet d'irrigation des rizières, un projet de production d'huile de palme et un transfert de technologie appropriée. De nouvelles initiatives sous Lomé IV comprennent un vaste programme de développement agricole dans la région occidentale, la gestion de zones protégées ainsi qu'un programme de développement des petites et moyennes entreprises.

Les ressources du Stabex (44 millions d'écus au titre de Lomé IV) ont été principalement utilisées pour appuyer les réformes économiques dans le secteur du cacao. Sur ses ressources budgétaires, l'UE a également cofinancé diverses opérations menées par des ONG, et soutenu le processus électoral en 1992.

Au titre de ses ressources propres, la Banque Européenne d'Investissement a déjà engagé, sous Lomé IV, 60 millions d'écus en faveur du secteur de la production d'énergie.



## Indicateurs économiques

|                                    |                    |
|------------------------------------|--------------------|
| PNB par habitant                   | 430 \$ (1993)      |
| Exportations cacao<br>or           | 1027 mio \$ (1993) |
| Service de la dette / exportations | 22,8 % (1993)      |

## Indicateurs sociaux

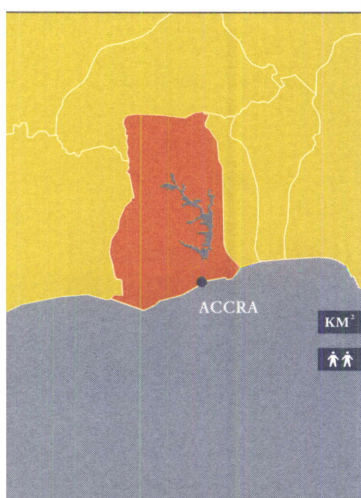
|                                     |                 |
|-------------------------------------|-----------------|
| Taux de croissance de la population | 3 % (1990-1995) |
| Taux de scolarisation primaire      | 77 % (1993)     |
| Taux d'urbanisation                 | 35 % (1993)     |

## Economic indicators

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| GNP per capita         | 430 \$ (1993)      |
| Exports cocoa<br>gold  | 1027 mio \$ (1993) |
| Debt service / exports | 22.8 % (1993)      |

## Social indicators

|                        |                 |
|------------------------|-----------------|
| Population growth rate | 3 % (1990-1995) |
| Primary schooling rate | 77 % (1993)     |
| Urbanization rate      | 35 % (1993)     |



SITUATED in West Africa on the Gulf of Guinea, Ghana is surrounded on three sides by Côte d'Ivoire, Burkina Faso and Benin.

Ghana achieved independence in 1957. Despite its high economic potential, and following a period of relative economic stability during the early 1960s, Ghana experienced difficulties during the 1970s, culminating in an economic crisis in the early 1980's. Since 1983, the country has successfully gone through a prolonged and intensive period of structural adjustment, heavily supported by international donors, and has in fact become known as a model case for this policy. Following elections in late 1992, the country has returned to constitutional democracy.

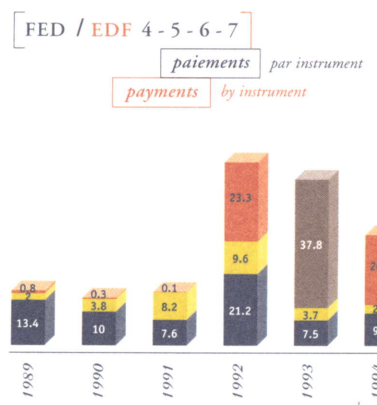
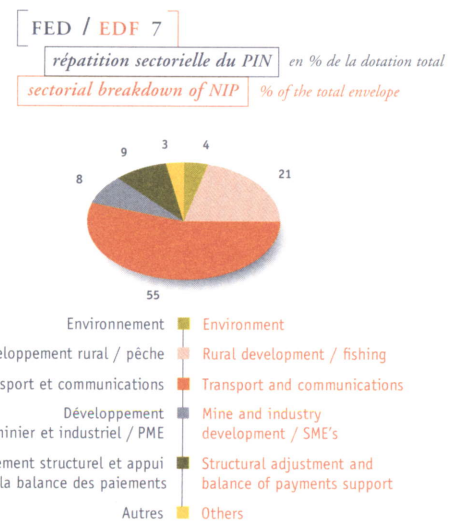
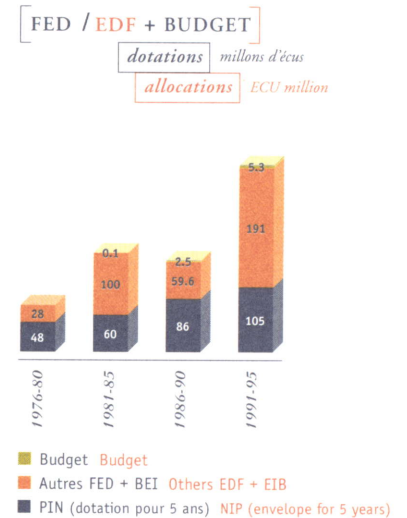
Ghana is still a poor country and its economy remains fragile. European support was focused, under previous conventions, on rural development and transport infrastructure. Under Lomé IV, for which the NIP is provided with ECU 105 million, it aims in particular to strengthen the basis for self-reliant development, by focusing on essential social services (health and education), key production sectors of the economy, as well as institutional support and the creation of local capabilities for initiatives and decentralised cooperation.

In this context, structural adjustment, of which the total amount (ECU 70 million committed to date) is to be added to the NIP, has become an important part of cooperation, as well as the support to private sector development.

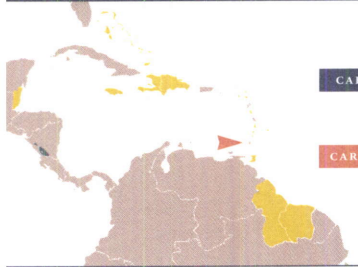
Specific interventions under Lomé III and IV include the rehabilitation of the country's two main ports, a micro project programme mainly focusing on social infrastructures, a rice irrigation scheme, an oil palm production scheme, and an appropriate technology transfer scheme. New initiatives under Lomé IV include a large agricultural development programme in the western region, the management of protected areas, and a small and medium enterprises development programme.

Stabex resources (ECU 44 million under Lomé IV) have mainly been used to contribute to economic reforms in the cocoa sector. The European Union has also financed from its budget resources various NGO operations and support for the electoral process in 1992.

Under Lomé IV, the European Investment Bank has already committed ECU 60 million from its own resources in the field of energy production.



# GRENADA



CARAIËBES

CARIBBEAN

ETAT CONSTITUÉ DE TROIS ÎLES (Grenade, Carriacou et la Petite Martinique), dont 98% de la population est concentrée sur la principale île qui donne son nom au pays, Grenade est devenu indépendant en 1974. Après une période révolutionnaire (1979-1983) et à la suite de l'intervention militaire US (1983) et les institutions démocratiques parlementaires ont été rétablies.

L'agriculture et le tourisme constituent les piliers de l'économie du pays. Restée traditionnelle, l'agriculture est le secteur le plus important en termes d'emploi et de ressources à l'exportation: elle occupe près d'un tiers de la population et assure 60 % environ des recettes d'exportations. Le tourisme est un secteur en rapide croissance qui offre des possibilités d'emploi de plus en plus nombreuses. Cependant, la croissance économique, qui s'élevait à 4 à 5 % en moyenne sur la période 1984-1990, stagne depuis 1991 autour de 3 %.. Le pays a du engager des réformes d'ajustement macro-économique afin de réduire le déficit des finances publiques.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1974 avec la première Convention de Lomé. De Lomé I à III, les fonds disponibles (11 millions d'écus) au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ont été centrés sur l'infrastructure routière, principalement la reconstruction de la Route principale de l'Est (plus de 7 millions d'écus), la promotion du tourisme et les secteurs sociaux (éducation, santé).

Grenade a été, par ailleurs, l'un des principaux bénéficiaires parmi les Etats ACP de la région des transferts Stabex: plus de 15 millions d'écus de 1976 à 1994 pour le cacao, les bananes, et la muscade principalement.

Le PIN de Lomé IV, initialement doté de 4,5 millions d'écus, se concentre sur trois secteurs: approvisionnement en eau (près de 1,6 millions d'écus), réhabilitation des routes agricoles (près de 1,6 millions d'écus) et promotion du tourisme (1 millions d'écus). Par ailleurs, les réformes économiques engagées par Grenade ont été appuyées par une allocation de 2 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et une allocation supplémentaire d'un montant de 2 millions d'écus à été ajoutée en 1994 au PIN de Lomé IV (fixé de ce fait à 6,5 millions d'écus) pour la réhabilitation d'une section de la Route Principale de L'Est.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement est intervenue, sous Lomé IV, pour un montant de 1,5 million d'écus au titre des capitaux à risques en faveur du secteur du tourisme.

Sur le plan commercial, le Protocole spécial sur les bananes, annexé à la Convention, garantit à Grenade un marché pour la quasi-totalité de sa production exportée vers l'Union européenne.

Grenade figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production.

## Indicateurs économiques

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| PNB par habitant                   | 2410 \$ (1993)   |
| Exportations                       | 28 mio \$ (1993) |
| muscade                            | 36 %             |
| bananes                            | 14 %             |
| Service de la dette / exportations | 6,7 % (1993)     |

## Indicateurs sociaux

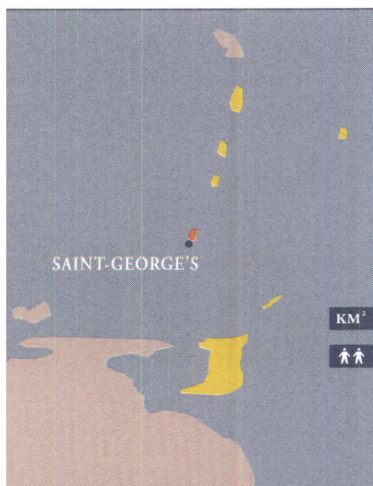
|                                     |                   |
|-------------------------------------|-------------------|
| Taux de croissance de la population | 0,2 % (1980-1990) |
| Taux de scolarisation primaire      | na/nd             |
| Taux d'urbanisation                 | na/nd             |

## Economic indicators

|                        |                  |
|------------------------|------------------|
| GNP per capita         | 2410 \$ (1993)   |
| Exports                | 28 mio \$ (1993) |
| nutmeg                 | 36 %             |
| bananas                | 14 %             |
| Debt service / exports | 6.7 % (1993)     |

## Social indicators

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| Population growth rate | 0.2 % (1980-1990) |
| Primary schooling rate | na/nd             |
| Urbanization rate      | na/nd             |



SAINT-GEORGE'S

KM<sup>2</sup> 340

92 000

A THREE-ISLAND STATE (Grenada, Carriacou and Petite Martinique) with 98 % of the population living on the main island which gives it its name, Grenada became independent in 1974. Parliamentary democratic institutions were reinstated after a revolutionary period (1979-1983) and a US military intervention (1983).

Agriculture and tourism are the basis of the economy. Traditional agriculture is the main sector for employment and exports earnings. It employs almost one third of the population and ensures 60 % of export earnings. Tourism is a rapidly growing sector which offers more and more employment opportunities. However, economic growth which amounted to 4-5 % on average during 1984-90, has stagnated around 3 % since 1991. The country has had to launch macroeconomic adjustment reforms aimed at lowering the public finances deficit.

EDF assistance began in 1974 with the Lomé I Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs) funds (ECU 11 million) were allocated to road infrastructure, mainly for the rebuilding of the Eastern Main Road (more than ECU 7 million), tourism promotion and social sectors (education, health services).

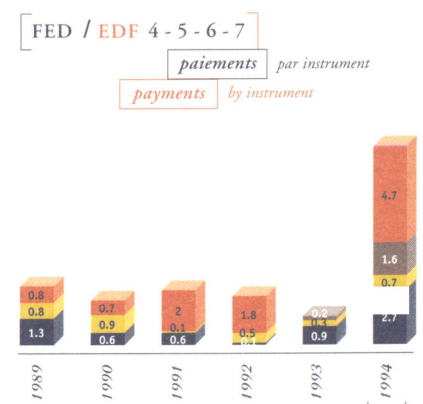
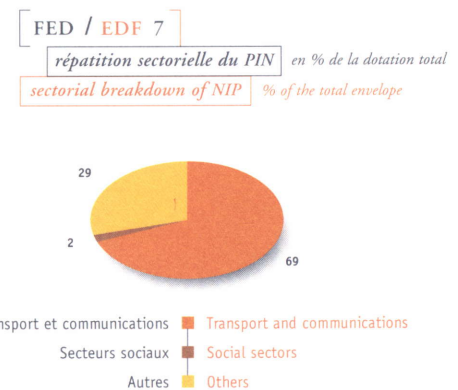
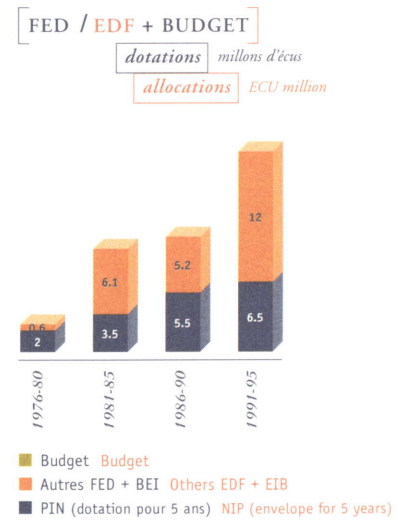
Moreover, Grenada has been one of the main Stabex transfer recipients among the region's ACP States: over ECU 15 million from 1976 to 1994, mainly for cocoa, bananas and nutmeg.

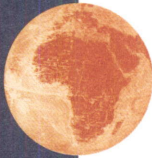
The Lomé IV NIP, of initially ECU 4.5 million, focused on three main areas: water supply (about ECU 1.6 million), rehabilitation of rural roads (about ECU 1.6 million), and tourism promotion (ECU 1 million). In addition, economic reforms launched by the country have been supported with a grant from the Structural Adjustment Facility (ECU 2 million) and an extra ECU 2 million was added in 1994 to the Lomé IV NIP (therefor amounting to ECU 6.5 million) to allow rehabilitation of a section of the Eastern Main Road.

Moreover, ECU 1.5 million has been committed through European Investment Bank (EIB) interventions to support the tourism sector, in the form of risk capital.

At the commercial level, the Banana special Protocol, annexed to the Convention, guarantees a market in Europe for almost all Grenada's production.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Grenada's banana sector in helping to improve productivity and quality.





# GUINEA BISSAU

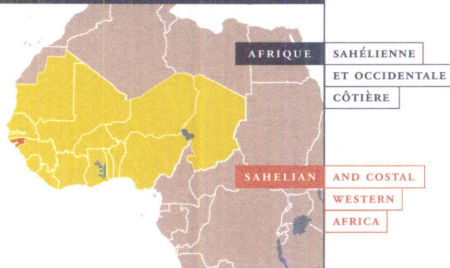
PAYS DÉFAVORISÉ du fait de la présence sur son territoire de nombreux fleuves, estuaires et marécages, et disposant de très faibles infrastructures économiques et sociales, la Guinée Bissau a connu de grandes difficultés pour gérer son développement depuis son indépendance, en 1974.

La Guinée Bissau est un pays essentiellement agricole, dont la principale exportation est la noix de cajou; la pêche et les licences de pêche représentent la seconde source des recettes d'exportation. La politique économique menée après l'indépendance, mettant l'accent sur des projets d'industrialisation surdimensionnés, s'est avérée être un échec. Depuis 1987, le gouvernement a progressivement adopté des mesures de libéralisation économique et politique. Les premières élections pluripartites ont eu lieu en juillet/août 1994.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne a mis fortement l'accent sur le développement rural. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (37 millions d'écus) qui mettait la priorité sur les ressources naturelles et sur certaines actions complémentaires telles que l'appui institutionnel et la valorisation des ressources humaines, a été réaménagé au profit du secteur des infrastructures. Par ailleurs, 8 millions d'écus sont consacrés au programme d'ajustement structurel dont les fonds de contrepartie serviront à renforcer les secteurs sociaux. La Guinée Bissau a en outre reçu 0,9 million d'écus au titre du Stabex au cours de la période 1991-1994, ce qui porte le total des ressources transférées au titre de cet instrument à environ 19 millions d'écus depuis Lomé I.

Le budget de l'Union européenne a également contribué pour un montant de 550 000 écus à la réalisation des premières élections pluripartites, puis à la formation des députés de l'Assemblée Nationale. Il cofinance aussi des microprojets réalisés par des ONG: depuis 1978, un total d'environ 9 millions d'écus a permis la réalisation d'une centaine de projets pour le développement rural, la pêche, la formation et la santé.

Au titre de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà accordé des financements à hauteur de 12 millions d'écus au titre des capitaux à risques en faveur du renforcement de la Compagnie d'Eau et d'Electricité, d'investissements dans le secteur des télécommunications, et de la création d'usines productrices de chaussures et de portes et fenêtres.



## Indicateurs économiques

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| PNB par habitant                   | 220 \$ (1993)    |
| Exportations                       | 36 mio \$ (1993) |
| <i>noix de cajou</i>               | 60 %             |
| <i>pêche</i>                       | 20 %             |
| Service de la dette / exportations | 9,7 % (1993)     |

## Indicateurs sociaux

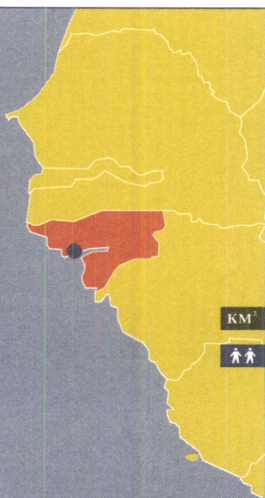
|                                     |                    |
|-------------------------------------|--------------------|
| Taux de croissance de la population | 2,14 % (1990-1995) |
| Taux de scolarisation primaire      | 59 % (1993)        |
| Taux d'urbanisation                 | 21 % (1993)        |

## Economic indicators

|                        |                  |
|------------------------|------------------|
| GNP per capita         | 220 \$ (1993)    |
| Exports                | 36 mio \$ (1993) |
| <i>cashew nut</i>      | 60 %             |
| <i>fishing</i>         | 20 %             |
| Debt service / exports | 9.7 % (1993)     |

## Social indicators

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| Population growth rate | 2.14 % (1990-1995) |
| Primary schooling rate | 59 % (1993)        |
| Urbanization rate      | 21 % (1993)        |



KM<sup>2</sup> 36 120

1 028 000

**DISADVANTAGED** by the many rivers, estuaries and swamps on its territory, and by very weak economic and social infrastructures, Guinea Bissau has experienced great difficulties managing its development since independence in 1974.

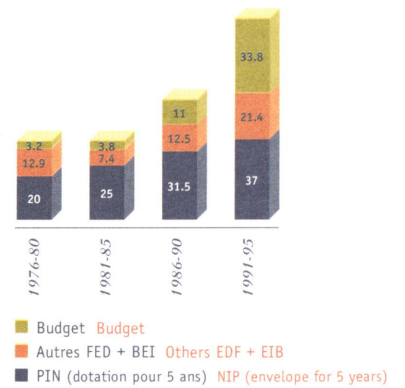
Guinea Bissau is essentially an agricultural country, whose principal export is the cashew nut; fishing and fishing permits represent the second largest source of export earnings. The economic policy followed after independence put the emphasis on unrealistic industrialisation projects and turned out to be a failure. Since 1987, the Government has progressively adopted economic and political liberalisation measures. The first multi-party elections took place in July/August 1994.

In the framework of the Lomé Conventions, the European Union placed the emphasis strongly on rural development. Under Lomé IV, the National Indicative Programme (ECU 37 million), which focused on natural resources and on certain complementary actions such as institutional support and enhancing the value of human resources, was restructured to help the infrastructures sector. Furthermore, ECU 8 million was devoted to the structural adjustment programme, from which counterpart funds will serve to strengthen the social sectors. Guinea Bissau has also received ECU 0.9 million under Stabex transfers in the 1991-1994 period, which takes the total amount of transfers under this instrument to around ECU 19 million since Lomé I.

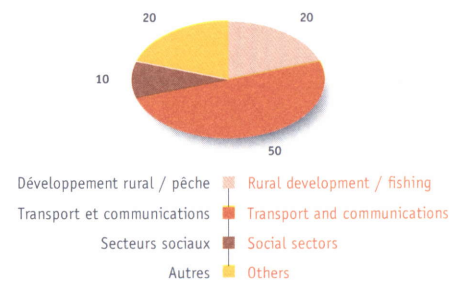
The European Union's budget has also contributed ECU 550 000 for the realisation of the first multi-party elections, as well as the training of the National Assembly deputies. The EU budget is also co-financing NGO micro-projects: since 1978, it has contributed around ECU 9 million to some 100 rural development, fishing, training and health care projects.

Under Lomé IV, the European Investment Bank (EIB) has already committed ECU 12 million in the form of risk capital for strengthening the Water and Electricity Company, investing in the telecommunications sector and for building factories to produce shoes and doors and windows.

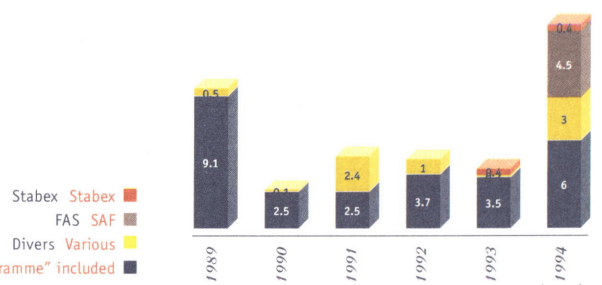
**FED / EDF + BUDGET**  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



**FED / EDF 7**  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



**FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7**  
paiements par instrument  
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included





# GUINEA ECUATORIAL



## Indicateurs économiques

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| PNB par habitant                   | 360 \$ (1993)    |
| Exportations                       | 43 mio \$ (1993) |
| pétrole                            | 31 %             |
| bois                               | 28 %             |
| Service de la dette / exportations | 1,9 % (1993)     |

## Indicateurs sociaux

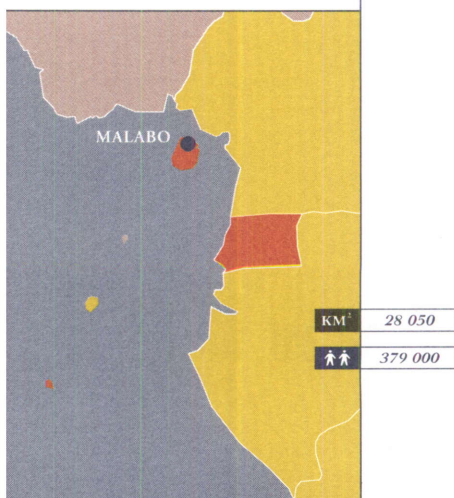
|                                     |                    |
|-------------------------------------|--------------------|
| Taux de croissance de la population | 2,55 % (1990-1995) |
| Taux de scolarisation primaire      | na/nd              |
| Taux d'urbanisation                 | 30 % (1993)        |

## Economic indicators

|                        |                  |
|------------------------|------------------|
| GNP per capita         | 360 \$ (1993)    |
| Exports                | 43 mio \$ (1993) |
| oil                    | 31 %             |
| timber                 | 28 %             |
| Debt service / exports | 1.9 % (1993)     |

## Social indicators

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| Population growth rate | 2,55 % (1990-1995) |
| Primary schooling rate | na/nd              |
| Urbanization rate      | 30 % (1993)        |



L'ABSENCE de continuité territoriale représente un lourd handicap pour la Guinée Equatoriale, un petit pays constitué d'une partie continentale (Rio Muni) et d'une partie insulaire (Bioco et Annobon). La mise en exploitation, en 1992, d'un petit gisement pétrolier a amélioré la situation économique globale du pays.

Devenue indépendante en 1968, la Guinée Equatoriale a d'abord connu une période de dictature et d'isolement sur le plan international, puis a réussi, à partir de 1979, à s'ouvrir sur le monde extérieur, notamment par son adhésion à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) en 1985, et par son intégration dans la zone franc. L'introduction du multipartisme, en 1992, n'a pas encore été suivie de progrès effectifs en terme de démocratisation.

La coopération avec l'Union européenne a commencé avec la première Convention de Lomé, mais la situation politique a repoussé, jusqu'en 1980, la mise en route des premières actions. Les Programmes Indicatifs Nationaux successifs se sont alors essentiellement concentrés sur la réhabilitation des infrastructures de base et sur l'appui à l'agriculture et au secteur forestier.

Le Programme Indicatif de Lomé IV (12,5 millions d'écus) est axé sur la réhabilitation des réseaux d'eau potable des villes de Malabo et Bata ainsi que sur le développement rural de l'arrière pays.

La persistance de graves violations des droits de l'Homme a rendu difficile le développement de la coopération avec la Guinée Equatoriale, et depuis la mi-1992, aucune action de coopération significative n'a pu être mise en oeuvre. Récemment, l'annonce d'élections municipales pour 1995 et la reprise du dialogue gouvernement/opposition a permis l'amélioration du climat politique dans le pays. Afin d'encourager cette évolution positive, le déboursement des transferts Stabex est envisagé.

Depuis 1980, le pays bénéficie d'aides alimentaires humanitaires, via les ONG ou le Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'Union européenne a également cofinancé une douzaine de projets mis en oeuvre par les ONG, pour un montant total d'environ 1 million d'écus.

En outre, 2 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

THE LACK of territorial continuity is a great handicap for Equatorial Guinea, a small country which is partly made up of mainland (Rio Muni) and partly island (Bioco and Annobon). Since 1992, the exploitation of a small oil field has improved the country's overall economic situation.

Independent since 1968, Equatorial Guinea first experienced a period of dictatorship and international isolation. Since 1979, the country has succeeded in opening up to the outside world, especially by joining the Central African economic and customs union (UDEAC) in 1985, and by its integration in the Franc area. The introduction of a multi-party system in 1992 has not yet led to effective progress in the field of democratisation.

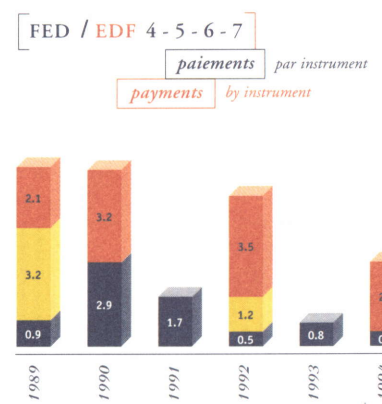
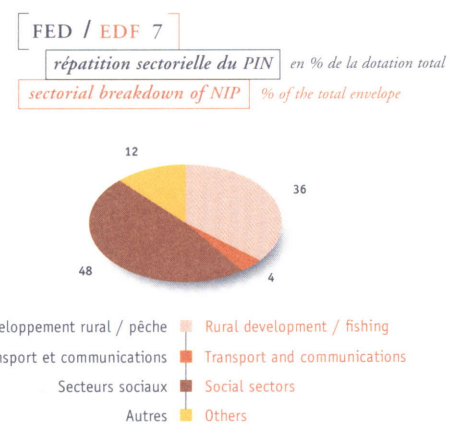
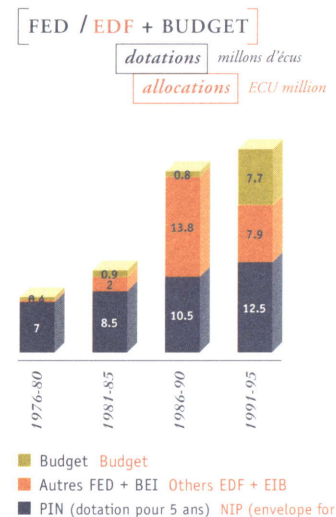
Cooperation with the European Union started under the first Lomé Convention, but the political situation delayed implementation of the first operations until 1980. The successive National Indicative Programmes (NIPs) mainly concentrated on the rehabilitation of basic infrastructures, as well as support for the agriculture and forest sectors.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 12.5 million) focuses on the rehabilitation of drinking water networks in the towns of Malabo and Bata, as well as rural development in the hinterland.

Continual serious violations of human rights have made it difficult to develop cooperation with Equatorial Guinea, and no significant cooperation operation has been implemented since mid-1992. Recently, the announcement of municipal elections for 1995 and the resumption of dialogue between the government and the opposition have improved the country's political climate. To encourage this positive development, the disbursement of Stabex transfers is envisaged.

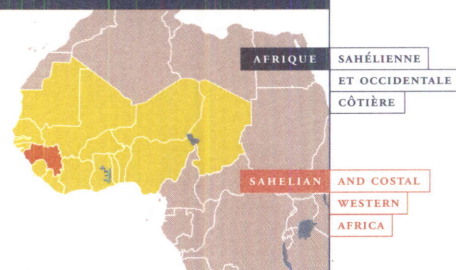
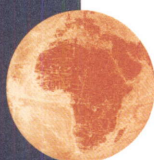
Since 1980, the country has benefited from humanitarian food aid via NGOs and the World Food Programme (WFP). The European Union has also co-financed a dozen projects amounting to some ECU 1 million implemented by NGOs.

Moreover, ECU 2 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included

# GUINÉE



## Indicateurs économiques

|                                    |                           |
|------------------------------------|---------------------------|
| PNB par habitant                   | 520 \$ (1993)             |
| Exportations minerais              | 688 mio \$ (1993)<br>88 % |
| Service de la dette / exportations | 12,8 % (1993)             |

## Indicateurs sociaux

|                                     |                    |
|-------------------------------------|--------------------|
| Taux de croissance de la population | 3,04 % (1990-1995) |
| Taux de scolarisation primaire      | 37 % (1993)        |
| Taux d'urbanisation                 | 28 % (1993)        |

## Economic indicators

|                        |                           |
|------------------------|---------------------------|
| GNP per capita         | 520 \$ (1993)             |
| Exports ore            | 688 mio \$ (1993)<br>88 % |
| Debt service / exports | 12,8 % (1993)             |

## Social indicators

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| Population growth rate | 3,04 % (1990-1995) |
| Primary schooling rate | 37 % (1993)        |
| Urbanization rate      | 28 % (1993)        |

SITUÉE sur la côte occidentale de l'Afrique, la Guinée est entourée par six pays. Le fleuve Niger y prend sa source sur les hauteurs du Fouta Djalon (1538 m).

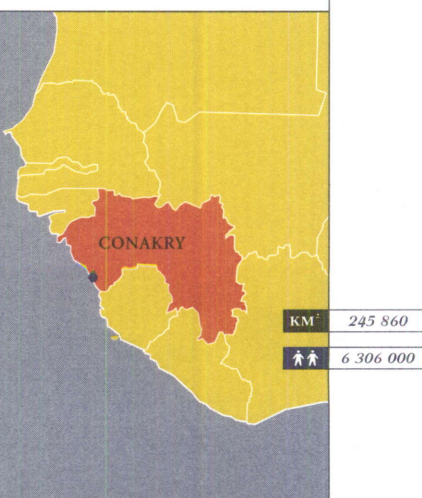
Devenue indépendante en 1958, la Guinée a connu pendant 26 ans une politique économique centralisée. Le pays est aujourd'hui confronté à un double défi: le progrès vers la démocratie et l'économie de marché. La construction d'une société pluraliste s'est avérée lente, mais suit une évolution continue. L'adoption par référendum en 1990 de la Loi fondamentale, la légalisation des partis politiques et l'organisation des élections présidentielles constituent les étapes les plus marquantes des efforts en vue d'établir et de consolider la démocratie dans le pays.

Le programme de réformes économiques et financières, entrepris depuis fin 1985 avec l'appui de sources extérieures de financement, compte parmi les plus ambitieux de tous les programmes d'ajustement structurel engagés en Afrique. Malgré des résultats très encourageants, la mise en oeuvre des réformes se heurte à des obstacles majeurs et la Guinée reste un pays de contrastes: exceptionnellement riche en potentialités minières, agricoles et hydroélectriques, elle est toujours classée parmi les pays moins avancés.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération n'a cessé de se renforcer et de se diversifier pour placer aujourd'hui l'Union européenne parmi les premiers bailleurs de fonds, avec une concentration des financements sur le développement rural, l'amélioration des infrastructures de communication et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. La majeure partie des ressources du Programme Indicatif National de Lomé IV (115 millions d'écus) est orientée vers ces domaines, répondant ainsi aux priorités fixées par le Gouvernement.

La Guinée a bénéficié d'une première allocation de 14 millions d'écus au titre des ressources spéciales d'appui à l'ajustement structurel, et de plusieurs financements en faveur des populations réfugiées et sinistrées. Le pays est éligible aux ressources du Sysmin (35 millions d'écus sous Lomé III): 88 % des recettes d'exportation et 60 % des recettes budgétaires proviennent des seules activités du secteur minier.

Les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), sous forme de capitaux à risques (43 millions d'écus engagés au titre de Lomé IV) et de prêts bonifiés sur ressources propres (16,5 millions d'écus engagés au cours de la même période) visent la modernisation du secteur de l'industrie et des infrastructures de base.



SITUATED on the west coast of Africa, Guinea is surrounded by six countries. The river Niger rises in Fouta Djallon mountain (1538 m).

Guinea became independent in 1958 and has maintained a centralised economic policy for the past 26 years. The country is today faced with a double challenge: making progress towards democracy and market economy. The construction of a pluralist society is taking time, but nevertheless it is following a steady line. The adoption, by referendum in 1990, of the Fundamental Law, the legitimising of political parties and the organisation of presidential elections have been the most important steps in the effort to establish and consolidate democracy in the country.

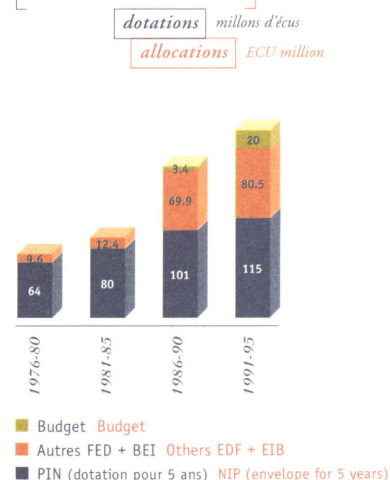
A programme of economic and financial reform, started at the end of 1985 with support from external finance sources, ranks among the most ambitious of all the structural adjustment programmes underway in Africa. In spite of very encouraging results, however, major obstacles have impeded the implementation of the reforms and Guinea remains a country of contrasts: exceptionally rich in mineral, agricultural and hydroelectric potential, yet always classed as one of the least-developed countries.

Right from the first Lomé Convention, the cooperation has continued to reinforce itself and to diversify. The European Union is now among Guinea's biggest donors, concentrating on financing rural development and improving communications infrastructure and standards of living for the rural population. The bulk of resources in the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 115 million) is being directed in these areas, to respond to priorities fixed by the Government.

Guinea also benefited from a first allocation of ECU 14 million from special structural adjustment support resources and has received several grants for displaced and stricken populations. The country is eligible for Sysmin resources (Ecu 35 million under Lomé III): 88 % of export earnings and 60 % of budget revenue come solely from activities in the mineral sector.

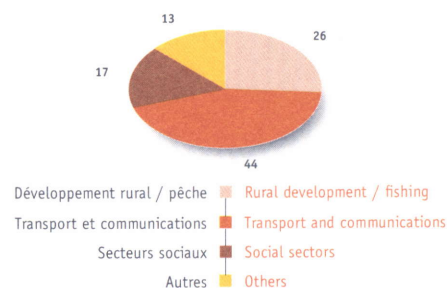
European Investment Bank (EIB) financing, in the form of risk capital (ECU 43 million committed under Lomé IV) and interest-rate subsidy loan on the Bank's own resources (ECU 16.5 million committed in the same period), is directed at modernising the industrial sector and base infrastructures.

[ FED / EDF + BUDGET ]



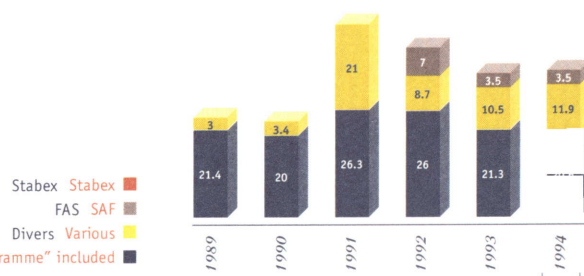
[ FED / EDF 7 ]

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



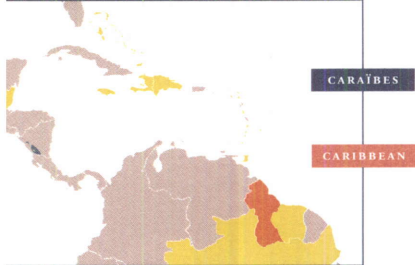
[ FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7 ]

paiements par instrument  
payments by instrument





# GUYANA



CARAYBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

|                                    |                   |
|------------------------------------|-------------------|
| PNB par habitant                   | 280 \$ (1993)     |
| Exportations                       | 437 mio \$ (1993) |
| sucre                              | 34 %              |
| bauxite                            | 19 %              |
| Service de la dette / exportations | 33,4 % (1991)     |

## Indicateurs sociaux

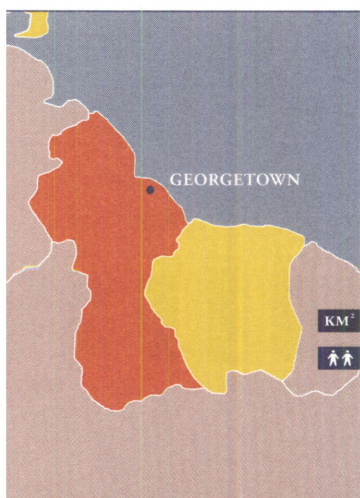
|                                     |                    |
|-------------------------------------|--------------------|
| Taux de croissance de la population | 0,94 % (1990-1995) |
| Taux de scolarisation primaire      | 112 % (1993)       |
| Taux d'urbanisation                 | 34 % (1993)        |

## Economic indicators

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| GNP per capita         | 280 \$ (1993)     |
| Exports                | 437 mio \$ (1993) |
| sugar                  | 34 %              |
| bauxite                | 19 %              |
| Debt service / exports | 33.4 % (1991)     |

## Social indicators

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| Population growth rate | 0.94 % (1990-1995) |
| Primary schooling rate | 112 % (1993)       |
| Urbanization rate      | 34 % (1993)        |



GEORGETOWN

KM<sup>2</sup> 214 970

816 000

SITUÉE dans la partie nord-est de l'Amérique du Sud, au bord de l'Océan Atlantique, le Guyana a accédé à l'indépendance en 1966. Les politiques économiques menées au cours des années 70 ont conduit à une régression des secteurs de production et de l'économie dans son ensemble. La politique du nouveau gouvernement élu démocratiquement en 1992 est centrée sur la réduction de la pauvreté et l'appui au secteur privé pour soutenir la croissance et la poursuite de l'engagement dans une économie de marché.

Sous les trois premières Conventions de Lomé, l'aide européenne s'est concentrée sur les secteurs économique, social et minier. Durant les dix dernières années, l'Union européenne a fourni une assistance aux transports, aux systèmes hydrauliques et d'approvisionnement d'eau, contribuant ainsi de manière significative au programme de réhabilitation des infrastructures vitales pour le pays, défini par le Gouvernement. Sous Lomé II, 30,6 millions d'écus ont été alloués au titre du Sysmin afin d'aider l'entreprise Guymine à maintenir son niveau de productivité.

Sous Lomé IV, la réhabilitation de l'infrastructure économique est le premier secteur prioritaire d'intervention: 85 % des 32 millions d'écus du Programme Indicatif National (PIN) lui ont été réservés. Ces actions comportent le soutien à la protection de la mer (12,75 millions d'écus), au système d'approvisionnement d'eau de New Amsterdam (4,5 million d'écus) et de Pouderoyen (6 millions d'écus), à la réhabilitation du pont du port de Demerara (8 millions d'écus), ainsi qu'un appui au secteur privé (750 000 écus). La contribution européenne au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel s'élève à 6,5 millions d'écus sous forme d'un Programme Général d'Importation.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assume la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs, dont 5 millions d'écus au titre de capitaux à risques ont été déjà engagés dans le secteur minier.

Les actions menées avec les fonds du budget européen comportent des projets de cofinancement avec les organisations non-gouvernementales dans l'arrière-pays, des aides alimentaires ainsi que deux projets liés à l'environnement (création d'une Unité d'Etudes Environnementales à l'Université du Guyana, une étude préparatoire pour une zone protégée dans la région de Rupununi) et une étude sur la bio-diversité, ainsi qu'un projet relatif aux droits de l'homme et à la démocratie.

Le Guyana bénéficie des Protocoles spéciaux de Lomé sur le sucre et le rhum. En 1992, les exportations de rhum vers l'Union européenne (Royaume Uni et Pays-Bas) représentaient 68,6 % de la production totale et 90,7 % des exportations totales de rhum.

SITUATED in north-eastern South America, on the Atlantic Ocean, Guyana gained independence in 1966. Economic policies in the 1970s led to a breakdown in production sectors as well as the whole economy. The policy of the new democratically-elected Government in 1992 has focused on poverty alleviation and on support to the private sector, aimed at sustaining growth and continuing commitment in a market-oriented economy.

Under the first three Lomé Conventions, European assistance concentrated on the economic, social infrastructure and mining sectors. For the past ten years, the European Union has provided help to the transport sector, hydraulics and water supply system, thus making a significant contribution to the Government's key infrastructure rehabilitation programme. Under Lomé II, ECU 30.6 million was committed under the Sysmin instrument to help the Guymine enterprise maintain its production capacity level.

Under Lomé IV, rehabilitation of economic infrastructure is the main priority sector with 85 % of the ECU 32 million National Indicative Programme (NIP) set aside for it. These actions include support for the Sea Defence programme (ECU 12.75 million), water supply system in New Amsterdam (ECU 4.5 million) and Pouderyoen (ECU 6 million), rehabilitation of the Demerara Harbour Bridge (ECU 8 million), and assistance to the private sector (ECU 750 000). The European contribution under the Structural Adjustment Facility amounts to ECU 6.5 million, in the form of a General Import Programme.

Moreover, the European Investment Bank might contribute through the resources it manages to the financing of projects in production sectors, of which ECU 5 million risk capital has been committed so far to the mining industry.

Actions launched with European budget funds include NGO co-financed projects in the hinterland, food aid, and three projects relating to the environment (establishment of an Environmental Study Unit at the University of Guyana, a preparatory study for a protected area in the Rupununi Region and a biological diversity study), and one project relating to human right and democracy.

Guyana benefits from special Lomé Protocols on Sugar and Rum. In 1992, rum exports to the European Union (UK and the Netherlands) represented 68.6 % of total production and 90.7 % of total exports of rum.

